



agenda

		groupe de proximité	attac 92	paris-ile de france	national-international	partenaires
du 16 au 21 janvier						●
jeudi 22 janvier	Thème 20h30		●			
jeudi 29 janvier	Thème 20h30		●			
jeudi 5 février	20h30	●				
	Thème 20h30	●				
samedi 7 février				●		
7 et 8 février					●	
lundi 9 février	Thème 20h30	●				
jeudi 12 février	Thème 19h30			●		
	20h30	●				
samedi 14 février	Thème 15h00	●				
jeudi 19 février	Thème 20h30			●		
jeudi 11 mars	20h30	●				
	20h30	●				
jeudi 8 avril	20h30	●				
jeudi 22 avril	20h30	●				

(1) Salle du 1er étage - 79, rue du Maréchal Joffre - Colombes
 Gare SNCF de Colombes, 10 mn depuis St. Lazare.
 Obligation pour les participants de consommer une boisson.
 Possibilité de dîner sur place, en retenant au N° 01 47 82 31 27.



de la responsabilité individuelle et de l'évolution de soi

Chaque jour qui passe apporte son lot de sons, d'images et d'événements révoltants. Hier, c'était l'arrogant Bush, toujours aussi cynique et manipulateur, qui accusait l'Europe d'aggraver la mortalité des mal nourris en refusant la levée du moratoire sur les OGM, freinant ainsi leur diffusion massive. Aujourd'hui je vois Berlusconi à la tête de cette même Europe. Demain ce sera comme chaque jour, inévitable, devant mes yeux, la publicité, cette gale racoleuse, machine à broyer l'insouciance et la simplicité, qui nous frustre, nous complexe, nous asservit pour mieux nous voler notre liberté et notre argent.

C'est cette rage au quotidien qui me donne le besoin de me battre contre l'injustice et la bêtise des hommes.

L'ampleur de la tâche à accomplir donne parfois le vertige, l'impression de s'attaquer à l'Everest armé d'un cure-dent. C'est sûrement cette impression de démesure qui est à l'origine du fait que tant de gens ne se battent pas ou plus, voire ne se posent même pas de questions. Parce que d'après eux "on ne pourrait de toute façon rien faire". Les forces en présence seraient trop disproportionnées.

Je lisais récemment que face à l'injustice il n'y aurait que trois possibilités : rester indifférent, se soumettre ou résister.

La majorité n'est pas, je le pense, indifférente aux malheurs des autres. Mais consciente ou non, elle se soumet. Au diktat des bien-pensants, aux codes de conduite de la société, tantôt à la tradition, tantôt à la modernité, aux schémas, aux règles, aux modèles qu'on lui impose. Voilà pourquoi par exemple dans des familles pauvres on achète une antenne parabolique, des Adidas à cent euros la paire et un téléphone portable au lieu de livres, d'un vélo et de billets

de train pour partir en vacances. Ou pourquoi dans d'autres on occupe son temps libre entre visites de caves de Champagne, préparation d'une énième fête entre copains, achats de Noël, trek en Thaïlande, gestion de son portefeuille d'actions, entretien de la voiture, lecture de l'Equipe, préparation minutieuse de la déclaration d'impôts pour être certain de ne pas verser un centime de trop et, parce qu'on a du cœur, un chèque pour le Téléthon et un autre à l'abbé Pierre. Il faudrait certainement faire quelque chose pour les autres mais avec un emploi du temps aussi chargé c'est vraiment impossible.

Il semblerait que la "complexité" apparente du fonctionnement de notre monde ait la double faculté d'annihiler la volonté d'agir et de soustraire chaque individu à ses propres responsabilités. Suivant l'aspect sous lequel on présente les choses, tout peut en effet sembler bien compliqué : les règles du commerce international, le fonctionnement de la Bourse, la logique de la croissance, la géopolitique, la PAC, les retraites... arrêtez, j'ai déjà la migraine. ! Alors que, si on veut se donner la peine de réfléchir, la réalité des choses est très simple : certains individus possèdent un milliard de fois plus de richesses que d'autres. Une partie de l'humanité accuse une surcharge pondérale quand une autre souffre de la faim. Ici on investit de colossales fortunes dans la recherche de nouvelles crèmes anti-rides, gélules amincissantes et autre Viagra. Là-bas on meurt du SIDA et de la malaria, faute de pouvoir se payer un traitement approprié.

Quelle est donc ma responsabilité dans cet imbroglio ?

Ma responsabilité commence lorsque je participe à cette logique par mon comportement, mes achats, mon activité

professionnelle, mes loisirs, l'éducation que je donne à mes enfants, ... ou ce à quoi j'occupe mon temps.

Personne n'est directement responsable de cette cité ghetto que j'aperçois au loin, de ses trafics de drogue et de ses tournantes. C'est la société entière qui façonne les individus et crée de telles situations. C'est à dire un peu tout le monde.

On voit bien alors que chacun porte en lui une part de responsabilité des maux de la planète. "Du local au global" nous donnait l'espoir qu'en agissant ici, dans notre communauté, on pouvait ainsi esquisser une manœuvre du gouvernail d'un imaginaire navire appelé mondialisation. "De moi à la Terre" me donne l'espoir qu'en changeant mon attitude j'œuvrerai à un peu plus d'humanité.

Pour changer le monde, ne faut-il pas commencer pas se changer soi-même ? La portée de ce changement peut sembler dérisoire. J'ai cependant la conviction qu'elle est une arme autrement plus redoutable que les mots. Martin Gray disait qu'il était vain de tenter de convaincre avec des mots, mais qu'au travers de sa présence, de ses actes et de sa cohérence se diffusaient naturellement les idées. L'expérience semble montrer que, lorsque cela est possible, les actes sont bien plus efficaces que les paroles.

Il reste que pour se changer soi-même, la tâche tant elle est vaste, me ramène à mon cure-dent et à ma montagne.

Mais finalement, peu m'importe la distance, le chemin que je choisirai et combien de temps je mettrai pour le parcourir, du moment que je choisis de marcher dans la bonne direction.



assemblée générale attac national

L'assemblée générale d'**attac** a eu lieu le 29 novembre dernier à Nanterre dans les locaux de l'Université. **attac 92** a contribué avec succès à son organisation. Que tout ceux qui y ont participé en soient vivement remerciés.

L'assemblée avait (entre autres) pour objet de lancer une nouvelle dynamique pour **attac**, avec la recherche de nouveaux thèmes d'action pour les prochaines années. Chaque comité local est invité à présenter, avant le mois de mai 2004, des propositions en ce sens.

Elles seront nourries par les réflexions des groupes de proximité portant, soit sur des thèmes déjà explorés, soit sur des pistes nouvelles.

Le CA propose d'en privilégier deux : **l'énergie et le développement, durable ou soutenable**, l'alternative est déjà un sujet de discussion.

Les travaux des différents groupes feront l'objet d'une synthèse présentée par le CA à **attac** National.

assemblée générale d'attac 92

Elle aura lieu le 7 février, à partir de 10h30, dans les locaux de l'Université de Nanterre, bâtiment A, amphi A1. Il y aura un fléchage depuis la gare RER " Nanterre Université " et le 200 avenue de la République (A 86).

La matinée sera consacrée à l'examen du rapport d'activité et du rapport financier.

Après un déjeuner sur place (*), auront lieu en début d'après-midi la présentation et la discussion des motions. Les résultats des élections au nouveau CA seront annoncés vers 16h.

En fin d'après-midi, un exposé est prévu, sur le thème "**Ethique et valeur : entre morale et économie, un mariage impossible ?**" par René Passet, économiste, professeur émérite à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, ancien Président du Conseil Scientifique d'**attac**.

Les élections du futur CA se feront par correspondance, dans les délais précisés dans le matériel de vote. **Votre vote est important car lui seul peut conférer sa légitimité au Conseil d'administration.**

(*) Pour le repas, les participants sont invités à apporter des mets salés (si votre nom commence par les lettres de A à H) et sucrés (de I à Z), ainsi que de la bière ou des boissons non alcoolisées, **attac 92** fournissant vin rouge et café.

A à H venez salés

I à Z venez sucrés



forum social local de Chaville - 20 septembre 2003

Ce FSL, organisé par un collectif d'associations a permis d'aborder, sous forme d'ateliers, les sujets ci-après :

- la relation Nord-Sud,
- la lutte contre l'exclusion en France et dans le monde,
- le lien social,
- comment agir ensemble en s'associant ?

On note une très grande diversité des associations participantes (locales et nationales). Leurs activités concernent aussi bien le logement que l'environnement, la lutte contre le chômage, ou l'entraide sous toutes ses formes, ceci au plan national ou international.

Le FSL a regroupé en permanence de 100 à 130 personnes.

1 – La relation Nord-Sud

Le groupe était composé de 31 participants, simples citoyens (20) ou membres d'associations (11). Les discussions ont essentiellement porté sur les actions de développement initiées par la société civile aussi bien dans les pays "développés" que dans les pays "en voie de développement".

L'enjeu principal concerne la possibilité pour chaque pays de prendre en main son propre développement ainsi que les choix qui en découlent.

Une réelle "gouvernance mondiale" devrait donc œuvrer de telle sorte que chaque peuple soit mis en capacité de se prendre en charge par lui-même. L'aide internationale au développement, bien qu'indispensable, ne saurait à elle seule résoudre les problèmes des pays pauvres.

Plus concrètement le groupe a mis l'accent sur les points suivants :

- l'aide à la formation dans les pays en voie de développement,
- l'accès à la connaissance et au savoir dans tous les domaines, et en particulier dans celui de l'agriculture,
- la remise en question des subventions agricoles dans les pays riches.

2 – La lutte contre l'exclusion en France et dans le monde

Le groupe était composé de 21 participants, et 11 associations étaient représentées.

D'un commun accord le débat s'est limité à la situation en France.

Les enjeux suivants ont été identifiés :

- les facteurs d'exclusion,
- les niveaux d'exclusion,
- le processus d'exclusion.

L'exclusion est le résultat d'un contexte : parcours personnel associé au milieu et conditions de vie sociale qui nous entourent. Elle est la conséquence d'un cumul de causes structurelles et conjoncturelles.

L'aide aux personnes concernées doit passer par la valorisation et la recherche de l'autonomie de chaque individu.

Pour rendre la lutte contre l'exclusion plus efficace, le groupe a proposé la création d'un réseau d'informations et d'expériences : site internet, utilisation des moyens d'information institutionnels.

3 – Le lien social

Une vingtaine de participants.

Les valeurs diffusées par la société capitaliste (individualisme, concurrence de tous contre tous), ainsi que les politiques publiques qui en découlent constituent un obstacle au lien social.

Des actions globales tendant à promouvoir la solidarité et la coopération doivent donc être entreprises.

Mais les intervenants soulignent aussi la grande importance des actions pratiques de terrain qui doivent mettre l'accent sur l'acceptation de nos diversités, sur la notion d'enrichissement mutuel : rencontres inter-générationnelles, échanges entre laïques et religieux, entre malades et bien portants....

Plusieurs questions de fond sont évoquées :

- comment agir sans juger ?
- comment fédérer les associations et créer des réseaux transversaux ?
- comment associer l'action locale à la réflexion globale ?

D'une façon générale les participants concluent à l'affrontement entre deux concepts :

- la société capitaliste qui place l'économie au centre de la société, les hommes étant en quelque sorte à son service.
- la société humaniste qui place le Vivant au centre de ses préoccupations.

Un autre monde est possible, et il se met en place progressivement par les actions que nous menons.

4 – Agir ensemble en s'associant

Les participants de cet atelier ont insisté sur la nécessité d'un dialogue entre associations et municipalités, mais aussi entre les associations elles-mêmes, afin de mieux se connaître, croiser des expériences souvent complémentaires, et mutualiser les moyens.

Les enjeux identifiés restent :

- l'accès aux moyens municipaux.
- l'efficacité.
- l'indépendance du tissu associatif, et la réduction du pouvoir discrétionnaire des municipalités.

Des valeurs communes ont été soulignées :

- acceptation des autres et du "regard des autres",
- ce que nous appelons la "démocratie participative",
- la générosité ou "aller vers les autres gratuitement pour donner de soi",
- la solidarité.

Les participants ont souligné l'importance du partenariat entre associations afin de déboucher sur des plateformes communes d'actions.

L'exemple de Boulogne, où de nombreuses initiatives en faveur du logement social n'ont pu voir le jour que grâce à un processus de communication inter-associatif, est particulièrement parlant.

Le Forum Social Local s'est clôturé par une conférence sur le thème "Création de richesses et autre répartition des richesses", avec pour intervenant Patrick Viveret, économiste et philosophe.

Conclusion

Ce Forum social a été un succès par le nombre de participants et la qualité et la diversité des échanges auxquels il a donné lieu. Il n'a pu se tenir que grâce à la bonne volonté et la participation d'un collectif d'associations et de citoyens des communes de Sèvres, Chaville, Ville d'Avray, Boulogne, Meudon, représentatifs dans de nombreux domaines.



les actes du forum social local Bagneux – Fontenay aux roses

Acte I : 16 et 17 mai 2003

Un pari réussi

Ce sont 25 personnes, venant de 15 associations, mouvements, syndicats ou partis qui se sont rencontrées en janvier 2003 et se sont mises d'accord facilement, dans leur diversité, pour préparer ensemble un Forum Social Local et permettre au plus grand nombre d'habitants des deux communes de prendre la parole, échanger leurs expériences, exprimer leurs préoccupations sur des questions essentielles pour leur vie de tous les jours : logement, emploi, précarité, chômage, santé, guerre.

Le Forum fut donc, dès son origine, conçu comme lieu d'échange, de débat, de tissage et de reconstruction d'un lien social alors que tout est fait, du pouvoir d'État aux

baillleurs locaux, en passant par les médias, pour cultiver l'individualisme, le repli sur soi, la concurrence entre les individus, afin de mieux les soumettre au fonctionnement de plus en plus inégalitaire,

injuste et socialement violent d'une société dominée par la loi de l'argent.

Le bilan

Il ne peut être ni statique ni purement comptable : certains trouveront que 350 à 400 participants au total - sur les deux journées des 16 et 17 mai – c'est peu par rapport à la population des deux villes. C'est cependant beaucoup pour une " première " et il s'agit surtout de l'amorce d'une dynamique à plusieurs niveaux : les membres du collectif de préparation ont appris à se connaître, s'apprécier, dépasser clichés et préventions et à travailler dans l'unité, la clarté, la bonne humeur et l'écoute ; les deux municipalités ont coopéré de manière efficace et créé ainsi une forme de lien social à travers le travail, l'échange et la discussion libre et non hiérarchisée entre les citoyens investis de responsabilités électives et ceux qui animent la vie associative.

Ce Forum a suscité un intérêt en dehors de Bagneux et Fontenay-aux-Roses, dans tout le département et même en Ile-de-France, tant par sa formule que par sa réussite. C'est pourquoi tous ont souhaité " remettre cela " ensemble en octobre, juste avant le Forum social européen de Saint-Denis.

Acte II : 10 et 11 octobre à Fontenay, 17 octobre à Bagneux

A Fontenay, les journées des 10 et 11 octobre ont rassemblé une centaine de personnes autour des thèmes abordés : santé, AGCS, éducation, avec, dans tous les débats, une diversité des prises de parole, une écoute et un respect réciproque des intervenants, même en cas de divergences importantes.

Trois réunions de quartier à Bagneux ont permis, malgré une affluence limitée, l'émergence de problèmes très concrets vécus et exprimés par les habitants eux-mêmes. Dans les quartiers Sud et Nord, ils étaient dominés par les difficultés liées à l'immigration (sans-papiers, polygamie, illettrisme) tandis que dans le Centre, sociologiquement différent, il s'agissait de questions plus générales (sécurité, construction d'alternatives...)

Le débat du 17 octobre à la salle des Fêtes de Bagneux a réuni de 70 à 80 personnes et abordé des expériences d'échanges non marchands (SEL), d'épargne-crédit local et à dimensions de coopération (Cigales, Civi). Deux témoignages ont particulièrement marqué : la

lutte des salariés de Kodak contre la fermeture du site de Bagneux et les difficultés de l'hôpital public décrites par un chirurgien des hôpitaux.

Et ensuite ?

En novembre, le FSL de Bagneux-Fontenay était représenté avec d'autres au Forum social européen de Saint-Denis.

Les deux communes ont décidé de poursuivre leur coopération, pour faire fructifier les acquis que sont les liens créés et la qualité d'écoute. Elles peuvent s'enrichir de leur diversité et partager initiatives et projets.

Un accord s'est manifesté entre organisations animatrices du FSL pour pérenniser et élargir le travail en commun, s'inscrire dans la dynamique française et européenne des Forums sociaux et promouvoir ainsi l'intervention citoyenne, afin de contrer l'idéologie néo-libérale et faire émerger des alternatives.





notre rendez-vous au forum social local de la boucle nord des hauts de seine

C'est dans un contexte de printemps plutôt chaud que s'est tenu le 28 juin 2003, le Forum Social Local de la Boucle Nord des Hauts-de-Seine réunissant les communes d'Asnières, de Gennevilliers, de Clichy, de la Garenne-Colombes, de Bois-Colombes, de Colombes, de Levallois, de Nanterre ainsi que de Suresnes, Neuilly, Courbevoie, Puteaux et Ville-neuve-la-Garenne. Pour préparer le Forum Social Européen qui se tiendra à St Denis en novembre prochain, ce FSL a réuni des habitants, associations, syndicats et personnes politiques du 92 dans plusieurs ateliers au sein desquels les participants ont échangé et débattu autour des thèmes sur la Démocratie Participative, les Exclusions et les Droits Fondamentaux, l'Europe Sociale et la Paix.

Les ateliers organisés comme des forums, n'ont pas manqué de faire des propositions. Pour ne citer que quelques idées force : la démocratie participative qui doit être incluse dans l'éducation citoyenne, est apparue comme le socle des décisions prises en commun par des élus, des citoyens et des spécialistes devant élaborer ensemble les modalités de gestion. L'atelier contre les exclusions sociales et pour la réaffirmation de nos droits fondamentaux a insisté plus particulièrement sur l'application de droits opposables. Ceux qui ne sont pas appliqués comme les 20 % de logements sociaux devraient donner lieu à sanction, reste à savoir à quel niveau. L'idée d'assurer un revenu minimum pour pouvoir "choisir sa vie" ainsi qu'une allocation personnelle énergie ont été avancées. De même que la prise de conscience de mener cette bataille tous ensemble et de dépasser la discrimination et le repli sur soi dans la transparence, ont conclu la réflexion de cet atelier. Quant à l'Europe sociale, des thèmes majeurs ont été abordés, comme une conférence intergouvernementale pour finaliser la constitution, l'organisation d'un référendum, l'extension de la majorité qualifiée dans les décisions à caractère social ou fiscal, les services publics comme élément de la constitution européenne, une étude comparative des services publics et enfin l'instauration de la démocratie participative dans la gestion des services publics devant s'accompagner d'une éducation de la population à cette question. Enfin l'atelier 4 s'est chargé de l'animation pour une culture de la Paix. Considérée comme une affaire d'éducation et de génération, la culture de la Paix veut s'opposer à une culture de compétition et d'écrasement de l'autre si souvent valorisée dans les manuels scolaires. Informer, contrôler et taxer les ventes d'armes font partie des principales demandes de cet atelier en même temps qu'une extension du code de conduite européen sur les ventes d'armes. Le développement économique et social durable comme élément indispensable pour favoriser la paix a été défendu en même temps que la mise en œuvre du droit international et la reconnaissance d'une vraie place accordée à l'ONU. L'atelier a insisté également sur le développement de la démocratie dans le monde, la parité pour les pays du Sud dans les instances internationales ainsi que le droit des pays à disposer d'eux-mêmes par rapport au "droit d'ingérence".

Tout ceci dans une atmosphère détendue où les produits du commerce équitable et une ambiance musicale sont venus ponctuer, au cours de pauses, nos moments de réflexion.

Puis en plénière, nous avons eu la participation de "Ni Putes Ni Soumises" en la personne de Safia Lebdi, Vice-Présidente de cette association, pour nous communiquer ce que vivent les femmes des cités. Une intervention criante de vérités souvent méconnues nous a permis de prendre conscience de toute l'ampleur du problème. Le poids des traditions, la servilité, la discrimination, l'emploi et la formation sont au cœur des préoccupations des femmes des cités. Violence des quartiers, acceptation des schémas et codes qui leur sont imposés, régression du statut de la femme, les femmes sont victimes de tous les handicaps sociaux accumulés dans les cités et en plus, la peur au ventre. Fondamentalistes et dealers se partagent l'espace des quartiers sensibles, dans l'indifférence des politiques. C'est pourquoi Ni Putes Ni Soumises a entrepris la marche des femmes pendant 9 mois et mis en place un livre blanc qui sert comme outil de travail pour un manifeste des revendications.

Aujourd'hui médiatisée, leur action leur permet d'avancer un certain nombre de propositions. C'est pourquoi elles désirent voir se mettre en place : un accueil spécifique pour les femmes dans les commissariats avec protection des victimes et de leurs familles, des appartements d'urgence pour les victimes et leurs familles, la création de sites pilotes tenus par des mères, la création d'un guide de l'éducation au respect, l'organisation d'une université NPNS en octobre 2003 et la création de comités de quartiers.

Ensuite, Jacques Généreux, économiste à Sciences Po et Christian Lazzeri, philosophe à l'Université de Nanterre, nous ont fait partager leur analyse d'une société dont la démocratie participative serait le fer de lance de nos sociétés modernes.

Selon Jacques Généreux, bien des chefs d'Etat ont intégré dans leur politique, l'économie libérale et ont contribué par leurs décisions à la libéralisation des marchés. Ils ont façonné un nouveau capitalisme avec la libre circulation des capitaux. Depuis 20 ans le modèle social européen est mal défendu et la construction européenne a servi à mettre en place la dérégulation et le grand marché européen. C'est pourquoi, il est nécessaire de :

- trouver de nouvelles institutions pour opérer des régulations internationales ou bien sous la forme d'organismes gouvernementaux, d'espaces régionaux où la politique aurait sa marge de manœuvre ;
- pour qu'un pays soit véritablement démocratique il faut que le politique soit remis sous le contrôle du citoyen
- il faut éviter le dumping fiscal et social au niveau européen
- tout en recherchant une Europe plus démocratique, les citoyens européens doivent, à l'issue d'un débat, trouver une solution aux retraites et à la protection sociale
- il existe encore une marge de manœuvre au niveau national pour exercer plus de démocratie dans la mesure où une réelle volonté politique s'affirme dans ce sens
- la bonne stratégie est d'exercer son pouvoir à l'assemblée nationale et au niveau des protestations des citoyens, car l'espace d'action reste encore le pouvoir national
- le pays qui aurait une politique volontariste servirait d'exemple pour les pays voisins et prouverait ainsi que l'on peut faire avancer un autre modèle que ce soit pour l'emploi, la solidarité ou la hausse du SMIC.

La question soulevée par Christian Lazzeri consiste à se demander si le modèle démocratique et libéral est exportable dans les autres nations? Une partie non négligeable de l'establishment américain, principalement les *groupes de réflexion* proches des milieux républicains, considère que le libéralisme politique fournit aujourd'hui un cadre nécessaire à la régulation de la démocratie et à l'expansion sociale acceptable de la logique marchande. Certains de ces conseillers (W. Kristol, L. Kaplan) évoquent en outre une hypothétique "loi de Doyle" (philosophe américain contemporain), selon laquelle depuis le début du XIXe siècle, il n'existe pas de guerre entre Etats démocratiques, les seules guerres historiquement constatées ont mis aux prises des Etats non démocratiques entre eux ou des Etats démocratiques avec des Etats non démocratiques. Ainsi, Les démocraties, et en particulier la démocratie américaine, seraient fondées à mener des guerres de protection pour créer un environnement propice à la démocratie libérale exportable, au besoin en les imposant militairement pour se sécuriser.

Tout le problème est que l'exportation d'un tel modèle jugé universel ne tient pas compte du fait qu'il est traversé de contradictions internes, en particulier entre le libéralisme politique et le libéralisme économique qui en affaiblit les institutions et les pratiques. Vouloir "exporter" ce régime serait inmanquablement vouloir en exporter les contradictions, raison pour laquelle il n'est pas unanimement accepté. On ne peut donc réfléchir à la question de l'universalisation du modèle démocratique sans prendre en compte les conditions actuelles de sa viabilité dans les sociétés occidentales elles-mêmes.

Françoise Claireaux